

Chassons le gouvernement des massacreurs !

(Suite de la première page)

la métropole) de continuer la guerre contre le peuple algérien, et à Lacoste de bombarder les Tunisiens.

Depuis cette trahison, et du peuple algérien et des travailleurs de France, une sorte de passivité a régné dans le mouvement ouvrier. L'opposition à la guerre d'Algérie, latente chez tous les travailleurs, ne s'est plus exprimée que de façon très partielle et dans l'action de quelques individus courageux, tels Alban Liechti, agissant sans directives de leurs organisations, et longtemps abandonnés par elles.

Dans les dix jours qui viennent de s'écouler depuis le massacre de Sakhiet Sidi Youssef, les raisons de cette situation, de ce contraste entre la force réelle de la classe ouvrière en France, de ses organisations de masse, et la passivité du mouvement, viennent d'apparaître encore plus clairement.

Si les clameurs et les rodomontades des organisations fascistes en France, des Demarquet, Le Pen et consorts, s'entendent si bien, ce n'est pas parce que ceux-ci sont forts, c'est parce que — provisoirement — autour d'eux c'est le silence.

Si on examine l'action — ou plutôt l'inaction — des organisations de la classe ouvrière depuis Sakhiet Sidi Youssef, on a la raison majeure de cette situation.

Si Guy Mollet a été contraint de s'élever contre le raid devant l'Internationale socialiste (ce qui peut-être est l'amorce d'un tournant de la S.F.I.O.), le Parti socialiste en France reste encore embourbé dans sa politique de soutien de la guerre d'Algérie. Ce n'est pas le sinistre Lacoste qui est exclu, c'est A. Philip.

Mais qu'a fait le Parti Communiste? Dans « l'Humanité » du lundi 10 février, Léon Feix écrivait: « un immense appel à l'union et à l'action de tous les partisans de la négociation en Algérie monte des ruines de Sakhiet Sidi Youssef. Il dépend en premier lieu de nous, communistes, que cet appel soit pleinement entendu de notre classe ouvrière et de notre peuple et que le mouvement pour la paix en Algérie devienne rapidement irrésistible ».

Le mardi 11 février, « l'Humanité » informe dans son grand titre: Indignation dans le monde, remous au sein du cabinet Gaillard. Dans l'éditorial, Fajon parle de la nécessité de l'action; mais de proposition d'action, point. Le mercredi 12 février: grand titre: Jacques Duclos renouvelle l'offre de compromis. A partir du jeudi 13, Sakhiet Sidi Youssef, la guerre d'Algérie et l'action nécessaire sont éclipsés des premières pages de « l'Humanité » par le récit de la mort et des obsèques de Marcel Cachin.

Pas une seule fois, le Parti Communiste n'a fait appel à une action de masse, pas un meeting central du Parti Communiste n'a été convoqué contre cette énorme affaire qui pouvait être le prélude à une extension de la guerre colonialiste.

Est-ce par crainte de la bataille? Il y a bien d'autres occasions dans lesquelles le Parti Communiste Français a appelé ses militants contre les forces de police pour des causes qui éveillaient moins d'écho parmi les masses (tout le monde a encore présentes à la mémoire les manifestations contre Ridgway). Non, c'est par manque de politique de classe, de politique ouvrière.

Mais la classe ouvrière est présente avec toute sa force. Aux obsèques de Marcel Cachin il y avait des dizaines de milliers de travailleurs. A Marseille les votes ouvriers ont fait élire Doize, candidat du Parti Communiste Français. Tout ceci est symptomatique que, malgré la paralysie qui lui est imposée par ses organisations de masse, la classe ouvrière aspire à autre chose. Mais le temps qui passe favorise toutes les entreprises de la réaction et il ne faut plus le laisser passer.

Cette situation donne à l'avant-garde du prolétariat en France, particulièrement aux militants révolutionnaires du P.C.F., une responsabilité historique. S'ils tolèrent encore longtemps que leurs dirigeants refusent d'utiliser la force de la classe ouvrière pour défendre ses intérêts contre la bourgeoisie, en premier lieu pour faire stopper la guerre d'Algérie, la bourgeoisie, elle, ne restera pas immobile.

Les atteintes au niveau de vie des masses, à leurs libertés se poursuivront et s'amplifieront.

Les militants révolutionnaires du P.C.F. doivent contraindre leur Parti à répondre aux aspirations de la classe ouvrière. Répondre aux aspirations de la classe ouvrière, ce n'est pas larmoyer en direction de courants bourgeois « de gauche » en les suppliant de faire cesser une guerre contraire à leurs intérêts mêmes de bourgeois, mais mobiliser la classe ouvrière sur des mots d'ordres de lutte contre la guerre colonialiste, et dans le cours même de cette lutte, contraindre le Parti Socialiste, submergé par la volonté des travailleurs qui le suivent encore, à réaliser un front unique de classe.

Actuellement, le mot d'ordre principal doit être l'arrêt de la guerre d'Algérie et l'organisation d'actions unies de plus en plus puissantes de la

Crever l'abcès

(Suite de la première page)

Il est tout à fait normal que la question de la lutte contre les rampes de lancement rencontre en France beaucoup moins d'écho qu'en Angleterre, abstraction faite du recours à la méthode des pétitions à laquelle aucun militant n'accorde plus le moindre crédit. Cela est tout à fait normal parce que chacun, instinctivement, se rend compte que pour lutter contre la guerre qui se prépare pour demain — si monstrueuse soit-elle — il faut d'abord défaire son propre impérialisme dans la guerre plus petite qu'il mène dans l'immédiat. Et sur la question de la guerre d'Algérie, le nombre des membres du P.C.F. qui n'a pas avalé le vote des « pouvoirs spéciaux », loin de diminuer va en croissant; ils comprennent qu'il faut au moins remonter là pour comprendre la passivité actuelle; tous les discours et articles des gros bonnets du parti pour dire que le vote du 12 mars 1956 était juste ne font que confirmer que ce vote n'est pas accepté par la grande majorité du parti.

Ce qui se pose sur le plan politique n'est pas une question « d'ordre d'urgence » entre deux tâches, mais la ligne de leur parti. Qu'il s'agisse de la guerre d'Algérie ou des rampes de lancement, et aussi des revendications de défense du niveau de vie des travailleurs, ce ne sont pas là des problèmes distincts quant à leur solution. Ce ne sont pas des questions mineures, parcellaires, sur lesquelles des luttes limitées peuvent aboutir à donner des résultats. Ce sont des questions générales de la politique suivie par les sphères dirigeantes du grand capital, et elles ne pourront trouver une autre solution conforme aux intérêts des masses que par un changement total de politique, un changement total de gouvernement au service des travailleurs. Rien n'est plus illusoire et dangereux que la politique de la Mendès-France pourra ou voudra suivre une politique satisfaisante des masses; il ne cherche qu'à sauver les meubles pour le grand capital dont il est, lui aussi, un serviteur fidèle.

**

Ce qui se passe maintenant dans le mouvement ouvrier n'est pas le fruit d'une erreur passagère de la direction Thorez. A la Libération elle disposait d'une confiance quasi

illimitée de la part des masses qui passaient à l'action. Cette direction a freiné les luttes, torpillé l'élan des masses, semé des illusions dans les méthodes parlementaires, gaspillé des énergies pour des objectifs futiles ou illusoire et a fini par trahir la Révolution algérienne. C'est tout cela qui a abouti à une crise de confiance, à une défiance de la part des masses envers une direction qui avait eu tant de possibilités et qui n'a fait qu'agir à contre-sens.

C'est cette détérioration des rapports entre les masses et cette direction qu'éprouvent de très nombreux militants communistes; c'est cette situation qui paralyse actuellement et les militants et les masses.

Ajoutons sans diminuer en quoi que ce soit le rôle criminel des dirigeants socialistes — que la direction Thorez constitue aussi un obstacle à la réalisation du front unique. Dans l'opposition qui s'organise au sein du P.S. contre la politique de Guy Mollet, on n'aperçoit aucune tendance vers un front unique avec le P.C.F., et il en sera ainsi aussi longtemps que sévira la direction Thorez.

Il est tout à fait vrai que la dégradation croissante des conditions de vie poussera les masses à l'action, malgré tout, même si la direction Thorez continuait à se maintenir. Mais l'existence de celle-ci préoccupée d'un « compromis à gauche » constituera un handicap aux masses qui, pour leurs luttes, ont besoin d'une nouvelle direction révolutionnaire. La tâche actuelle des militants communistes est de ne pas compter sur la spontanéité des masses, mais d'engager une lutte dans leurs organisations pour une nouvelle direction qui saura s'appuyer sur les tendances des masses pour généraliser leurs combats en une lutte révolutionnaire pour le pouvoir.

Nous avons commencé cet article en mentionnant la crise qui sévit dans les sommets du P.C.F. L'abcès est déjà bien gros, mais il ne faut pas compter sur ces sommets pour faire crever celui-ci. Au contraire, cela dépend essentiellement des militants les plus conscients du P.C.F., de la vigueur de leur attaque contre une direction complètement dégénérée, pour redonner une perspective à de très nombreux militants ouvriers désorientés, les ramener à l'activité et ainsi ouvrir une situation nouvelle dans le mouvement ouvrier français et européen.

classe ouvrière, allant jusqu'à la grève générale, pour imposer l'arrêt de cette guerre, en paralysant la bourgeoisie française qui la mène et en chassant ses hommes du gouvernement.

Imposer l'arrêt de la guerre d'Algérie, le retrait des troupes françaises et l'indépendance du peuple algérien, c'est aussi lutter pour stopper la dévalorisation constante du pouvoir d'achat des travailleurs et imposer une augmentation générale des salaires garantie par une véritable échelle mobile des salaires.

**

La Conférence du Caire a appelé les peuples d'Asie et d'Afrique à faire du 30 mars une journée de soutien à la Révolution algérienne. Les organisations ouvrières françaises doivent saisir cette occasion de manifester leur solidarité avec le peuple algérien pour renouer avec une lutte efficace contre la guerre d'Algérie. Elles doivent préparer cette journée d'action par l'organisation en commun de manifestations dans toute la France pour arrêter la guerre d'Algérie et chasser le gouvernement de massacreurs.